



Paris, le 27/01/2023

RETRAITE, CHOMAGE, FRANCE TRAVAIL LA VALSE FUNEBRE DU PLEIN EMPLOI EN TROIS TEMPS !

Dans la continuité des politiques libérales menées depuis plus de 30 ans à l'encontre des Services Publics et notre Protection Sociale, **le Président Macron et son gouvernement** - depuis son élection - **continue de mener une offensive généralisée contre les droits de toutes et tous les travailleur.ses et de la jeunesse au nom du plein-emploi.**

En décidant d'augmenter l'âge et la durée de cotisation pour bénéficier d'une retraite à taux plein, le gouvernement entend nous faire travailler toutes et tous plus longtemps.

En réduisant de 25% la durée d'indemnisation du chômage à compter du 1^{er} février, le gouvernement s'attaque de nouveau aux droits des précaires (après la contre-réforme scélérate de 2021), en voulant nous faire croire que ce sont les travailleur.ses les responsables du chômage et de la précarité.

En entendant conditionner le versement du RSA à un accompagnement de 15 à 20h d'activité préfigurant la création de France Travail, le gouvernement accroît la possibilité de sanctions et de suppression de ce « minimum de survie » tout en remettant en cause les principes mêmes de l'accompagnement à l'emploi.

En continuant à démanteler la voie professionnelle sous statut scolaire et en voulant adapter son offre de formation selon les besoins du patronat local, la jeunesse se voit orienter à marche forcée vers l'apprentissage et les instituts de formation privés au détriment de l'AFPA et du GRETA.

Aux travers ces contre réformes, le gouvernement entend faire baisser statistiquement les chiffres du chômage, accroître les contraintes et les sanctions à l'encontre des travailleur.ses privé.es d'emploi, faire pression sur tous les salariés et les agent.es sur leur légitimes revendications d'augmentation des salaires et de traitements et d'amélioration de leurs conditions de travail et in-fine obéir aux injonctions du Patronat.

Pour la FNPOS-CGT, l'UFSE-CGT, la CGT Pôle emploi, la CGT Chômeur, il est urgent d'augmenter les salaires de l'ensemble des salariés du public et du privé et de fait, les cotisations sociales pour généraliser la protection sociale et aussi répondre à une inflation qui ne cesse d'impacter les travailleuses et les travailleurs.

La FNPOS-CGT, l'UFSE-CGT, la CGT Pôle emploi, la CGT Chômeurs appellent à se mettre en grève et à manifester ce 31 janvier :

- ⇒ Pour un droit à l'emploi qualifié et correctement rémunéré pour toutes et tous, la réduction du temps de travail à 32h,
- ⇒ Pour un droit à la retraite à 60 ans à taux plein (55 ans pour les métiers pénibles)
- ⇒ Pour des augmentations de salaires et de traitement,
- ⇒ Pour une juste indemnisation pour tous les privé.es d'emploi.